

A la une

La Presse.tn



18e RDV de Carthage : – Prévenir, anticiper, protéger : Le secteur s'adapte face à la montée des risques

04/02/2026

Ouvrant les travaux de la conférence, la ministre des Finances, Michket Slama Khaldi, a rappelé que la Tunisie, en raison de son appartenance au bassin méditerranéen, figure parmi les pays les plus exposés aux changements climatiques.

La sécheresse représente plus de la moitié des catastrophes naturelles enregistrées historiquement, tandis que les inondations ont généré près de 60 % des pertes économiques, avec un coût pouvant atteindre jusqu'à 1,9 % du PIB.

— Le « 18e RDV de Carthage », conférence internationale dédiée aux débats sur les enjeux et défis du secteur de l'assurance et de la réassurance, s'est clôturé hier à Tunis. Organisé par la Fédération tunisienne des sociétés d'assurances (Ftusa), la Fédération générale arabe des assurances (Gaif) et la Société tunisienne de réassurance (Tunis Re), l'événement s'est tenu du 1er au 3 février autour du thème : « Sécuriser l'avenir dans un monde en mutation : innover, prévenir et renforcer la résilience

Une thématique qui reflète, selon la ministre des Finances, Michket Slama Khaldi, un besoin pressant ainsi qu'un choix stratégique visant à bâtir un système assurantiel fondé sur la durabilité, l'inclusion et la confiance.

Des risques de plus en plus récurrents et imprévisibles

Présente à la cérémonie d'ouverture, la ministre a axé son allocution sur le rôle appelé à se renforcer du secteur de l'assurance dans le développement économique, mais aussi dans la promotion de la

Fitch confirme la note "B-" de la Tunisie et la retire de la liste des pays sous observation

P.04

Hayett Assurances dévoile sa toute nouvelle identité visuelle

P.04

Algérie: GAM lance la nouvelle identité commerciale de Takaful

P.05

Maroc : plus de 50 000 personnes évacuées dans le nord en raison de fortes précipitations

P.06

African Risk Capacity (ARC) writes first parametric flood insurance policy for Madagascar

P.06

UAE: 9 in 10 businesses to accelerate climate transition over next 3 years

P.09

Marine war risk insurance market shifts as global tensions spike and reinsurers tighten

P.09

justice sociale et la protection des individus, des entreprises et de l'État. « Ce thème illustre la transformation profonde que connaît le secteur de l'assurance, en train de passer d'une logique fondée sur l'indemnisation après sinistre à un nouveau modèle reposant sur la prévention, l'anticipation et la gestion des risques.

SOMMAIRE

18e RDV de Carthage : – Prévenir, anticiper, protéger : Le secteur s'adapte face à la montée des risques 03

Fitch confirme la note "B-" de la Tunisie et la retire de la liste des pays sous observation 04

Hayett Assurances dévoile sa toute nouvelle identité visuelle 04

Algérie:GAM lance la nouvelle identité commerciale de Takaful 05

Maroc : Plus de 50000 personnes évacuées dans le nord en raison de fortes précipitations 06

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : L'ACAPS appuie les assurances 06

African Risk Capacity (ARC) writes first parametric flood insurance policy for Madagascar 06

Congo:Political violence premiums spike attributed to fighting in Goma 07

Syria:Finance Ministry holds meetings to reform insurance sector 08

UAE:Salama: issuance of mandatory convertible sukuk 08

UAE:9 in 10 businesses to accelerate climate transition over next 3 years 09

Marine war risk insurance market shifts as global tensions spike and reinsurers tighten 09

Facultative reinsurance swings to buyers market - Gallagher Re 10

18e RDV de Carthage : – Prévenir, anticiper, protéger : Le secteur s'adapte face à la montée des risques

24/01/2026

Ouvrant les travaux de la conférence, la ministre des Finances, Michket Slama Khaldi, a rappelé que la Tunisie, en raison de son appartenance au bassin méditerranéen, figure parmi les pays les plus exposés aux changements climatiques.

La sécheresse représente plus de la moitié des catastrophes naturelles enregistrées historiquement, tandis que les inondations ont généré près de 60 % des pertes économiques, avec un coût pouvant atteindre jusqu'à 1,9 % du PIB.

La Presse — Le « 18e RDV de Carthage », conférence internationale dédiée aux débats sur les enjeux et défis du secteur de l'assurance et de la réassurance, s'est clôturé hier à Tunis. Organisé par la Fédération tunisienne des sociétés d'assurances (Ftusa), la Fédération générale arabe des assurances (Gaif) et la Société tunisienne de réassurance (Tunis Re), l'événement s'est tenu du 1er au 3 février autour du thème : « Sécuriser l'avenir dans un monde en mutation : innover, prévenir et renforcer la résilience ». Une thématique qui reflète, selon la ministre des Finances, Michket Slama Khaldi, un besoin pressant ainsi qu'un choix stratégique visant à bâtir un système assurantiel fondé sur la durabilité, l'inclusion et la confiance.

Des risques de plus en plus récurrents et imprévisibles

Présente à la cérémonie d'ouverture, la ministre a axé son allocution sur le rôle appelé à se renforcer du secteur de l'assurance dans le développement économique, mais aussi dans la promotion de la justice sociale et la protection des individus, des entreprises et de l'État.

« Ce thème illustre la transformation profonde que connaît le secteur de l'assurance, en train de passer d'une logique fondée sur l'indemnisation après sinistre à un nouveau modèle reposant sur la prévention, l'anticipation et la gestion des risques.

Autant de facteurs fondamentaux pour la construction d'une économie plus résiliente et d'une société plus sûre », a-t-elle précisé.

Dans ce contexte, la ministre a souligné que le monde actuel est de plus en plus exposé aux risques, notamment ceux liés à l'accélération des

changements climatiques, aux défis économiques et financiers, ainsi qu'aux transformations technologiques disruptives.

Une réalité qui impose au secteur de l'assurance de dépasser son rôle traditionnel pour adopter une approche globale intégrant la prévention, la planification en amont et le renforcement des capacités de résilience. Cette évolution se traduit également par des chiffres concrets.

Se référant à plusieurs rapports internationaux, la ministre a indiqué que les pertes engendrées par les catastrophes naturelles ont dépassé, ces dernières années, leurs moyennes historiques, atteignant, pour certaines périodes, des records supérieurs à 100 milliards de dollars.

« Cela reflète une transformation structurelle de la nature des risques liés aux changements climatiques », a-t-elle commenté.

À l'échelle nationale, Michket Slama Khaldi a rappelé que la Tunisie, du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, figure parmi les pays les plus exposés à ces changements climatiques.

La sécheresse représente ainsi plus de la moitié des catastrophes naturelles enregistrées historiquement, tandis que les inondations ont généré près de 60 % du total des pertes économiques. Les grandes catastrophes naturelles peuvent, par ailleurs, coûter jusqu'à 1,9 % du PIB.

Les secteurs les plus touchés sont des secteurs vitaux, tels que l'agriculture, les infrastructures et le tourisme, tandis que les populations les plus vulnérables en subissent l'impact le plus lourd.

Des mesures pour moderniser le secteur

Ce constat a, d'après la ministre, conduit la Tunisie à faire de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles (Cat Nat) une priorité nationale, dans la mesure où une compréhension approfondie de ces risques permet une meilleure anticipation et une réduction de leurs effets économiques et sociaux.

Dans le cadre d'une approche inclusive visant à renforcer la résilience de l'économie à travers la prévention, l'adaptation et la mise en place de mécanismes efficaces de protection financière, le gouvernement a ainsi déployé un ensemble de mesures, incluant le renforcement des systèmes de gestion des risques et le développement d'outils innovants de financement et d'assurance des catastrophes naturelles.

Misant également sur une meilleure coordination entre l'ensemble des intervenants, y compris les entreprises publiques, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, afin d'assurer des interventions efficaces et une réponse rapide face aux crises climatiques, cette orientation est, selon la ministre, en parfaite adéquation avec

les engagements internationaux de la Tunisie, notamment l'« Accord de Paris » et le « Cadre de Sendai » pour la réduction des risques de catastrophe.

Évoquant le programme intégré de résilience face aux catastrophes naturelles, la ministre a rappelé qu'il s'articule autour de quatre axes principaux : la réduction des risques d'inondation dans les zones urbaines ; le renforcement des services hydrauliques et climatiques ; la mise en place de mécanismes innovants de couverture des risques climatiques ; et l'amélioration de la gouvernance et de la coordination institutionnelle.

« La réalisation de ces objectifs nécessite un renforcement du rôle du secteur de l'assurance en tant que levier stratégique du développement, au regard de son impact direct sur l'investissement, de son rôle dans la stabilité financière et de sa contribution à l'équilibre entre croissance économique, justice sociale et protection de l'environnement », a-t-elle ajouté.

La ministre des Finances a par ailleurs souligné que la Tunisie s'attache à moderniser le cadre réglementaire régissant le secteur de l'assurance, à travers une meilleure adéquation entre priorités nationales et internationales, l'amélioration de la protection des assurés, l'encouragement de l'innovation, ainsi que l'intégration des critères ESG dans les stratégies des compagnies d'assurance et de réassurance.

La transformation digitale, un levier de performance pour le secteur

Mettant l'accent sur le rôle croissant de la transformation digitale dans l'amélioration de la performance du secteur et de sa capacité à faire face à des risques de plus en plus complexes, Slama Khaldi a estimé que la technologie constitue aujourd'hui un levier essentiel pour renforcer la résilience du secteur de l'assurance.

En tête de ces outils figure l'intelligence artificielle, qui n'est plus, selon elle, un simple concept technique, mais un instrument opérationnel permettant d'identifier et de prédire les risques avec une plus grande précision, notamment ceux liés aux catastrophes naturelles.

Abordant l'enjeu de la cybersécurité dans un contexte marqué par la multiplication des menaces numériques, la responsable a affirmé que le gouvernement tunisien continue de soutenir les efforts visant à protéger le secteur des assurances contre les usages illicites, à renforcer sa crédibilité, à réduire la fraude, à accélérer les délais d'indemnisation et à développer des solutions assurantielles mieux adaptées aux besoins des citoyens et des entreprises

Fitch confirme la note «B-» de la Tunisie et la retire de la liste des pays sous observation

30/01/2026

Fitch Ratings a confirmé la note de crédit à long terme (LT) de la Tunisie à « B- » et lui a attribué une note de recouvrement « RR4 », la retirant ainsi de la liste des pays sous observation (UCO).

Ces mesures, explique l'agence, reflètent l'application des nouveaux critères de notation souveraine de Fitch (septembre 2025) et intègrent pour la première fois des hypothèses de recouvrement dans les notations de la dette souveraine.

La Tunisie affiche un score de pertinence ESG (RS) de « 5 » tant pour la stabilité politique et les droits que pour l'Etat de droit, la qualité des institutions et de la réglementation et le contrôle de la corruption.

Selon Fitch, ce score reflète le poids important que revêtent les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (WBI) dans le modèle de notation souveraine propriétaire.

La compagnie envisage, à moyen et à long termes, selon la même source, de se concentrer sur l'accompagnement de l'expansion de la finance islamique. La compagnie, rappelle-t-on, est l'une des deux sociétés spécialisées dans l'assurance takaful, aux côtés d'El Djazair El Moutahida, toutes deux créées en 2022. En outre, Fitch indique que la Tunisie occupe une place moyenne dans le classement WBI, avec un score de 36 %, qui reflète une faible stabilité politique, un affaiblissement de l'Etat de droit et des droits de participation au processus politique, ainsi qu'une capacité institutionnelle et un niveau de corruption perçus modérés.



Hayett Assurances dévoile sa toute nouvelle identité visuelle

26/01/2026

Hayett Assurances a dévoilé sa toute nouvelle identité visuelle, jeudi 29 janvier 2026 à Tunis. Cette nouvelle identité, plus claire, moderne et affirmée, reflète l'évolution des métiers de la compagnie et les attentes d'une clientèle en quête de proximité et de confiance. Cette métamorphose s'inscrit aussi dans une logique de synergie avec le Groupe Comar, renforçant ainsi sa solidité et son esprit d'innovation.

Le Directeur général de Hayett Assurances, Lotfi

Ben Haj Kacem, a déclaré à Africanmanager que ce type d'assurance joue un rôle essentiel dans l'économie nationale et « peut constituer la solution la plus efficace à de nombreux problèmes liés à la retraite et au système de sécurité sociale, car l'assurance-vie offre de multiples couvertures, y compris des prestations de retraite complémentaires ». Il a souligné que le secteur de l'assurance contribue à la création de richesse au capital des entreprises et au financement du budget de l'État, tout en contribuant à la réduction de la dette des entreprises.

Il a expliqué que le taux de pénétration de Hayett Assurances en Tunisie était très faible, ne dépassant pas 6 % du chiffre d'affaires total du secteur dans les années 1990. 80 % de ce chiffre provenaient de la couverture des prêts, un contrat obligatoire. Avec le renforcement de la culture de Hayett Assurances, ce pourcentage a augmenté ces dernières années et devrait atteindre 30 % d'ici fin 2025. Le PDG a noté que les contrats de Hayett Assurances progressent chaque année à un rythme compris entre 10 % et 15 %, et il prévoit que ce chiffre atteindra 40 % dans les prochaines années si le régime fiscal applicable à ce type d'assurance reste stable.

Et d'assurer que cette nouvelle identité visuelle s'inscrit dans sa stratégie de modernisation, tout en continuant de s'appuyer sur une gamme de produits performants et bien structurés, conçus pour accompagner les assurés à chaque étape de leur vie. ...Des solutions d'épargne comme « Najeh », destinées à la planification de l'avenir, aux produits de protection comme « Globale Prévoyance », dédiés à la protection des familles et des entreprises, et « Sanad », qui répondent aux besoins de couverture face aux aléas de la vie(...).

Nécessité de diversifier les services

De son côté, Néji Ghandri, président du directoire d'Amen Bank, a déclaré que Hayett Assurances joue un rôle essentiel dans l'économie.

Il a souligné la nécessité de promouvoir et de soutenir une culture de l'assurance auprès d'une large partie de la population tunisienne, ce qui permettrait d'obtenir de solides performances grâce à une demande accrue.

Il a indiqué que la diversification des produits et services contribuerait à augmenter la demande d'assurance, celle-ci étant devenue un moyen efficace d'épargner et de se constituer un revenu complémentaire à la retraite. Dans le même ordre d'idées, l'économiste Habib Karaouli a souligné la faible demande d'assurance de vie chez les Tunisiens, ajoutant que la Tunisie est encore loin des chiffres mondiaux. Il a toutefois insisté sur l'importance du secteur de l'assurance pour stimuler l'investissement et la croissance économique.

Algérie: GAM lance la nouvelle identité commerciale de Takaful

28/01/2026

Cette évolution intervient dans un contexte de maturité de l'activité Takaful au niveau du marché des assurances, et traduit la volonté de renforcer la lisibilité de son positionnement, tout en accompagnant le développement d'un modèle d'assurance fondé sur la solidarité, la transparence et la responsabilité, conformément aux principes de la charia islamique», explique un communiqué parvenu hier à notre rédaction.

Et de rappeler que cette fenêtre a été la première à obtenir l'agrément du ministère des Finances, avant de recevoir, en 2022, la conformité chariatique de ses contrats par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique, auprès du Haut-Comité islamique. Ainsi, le lancement de la nouvelle identité Takafulia Li Taaminat, fenêtre Takaful de GAM Assurances, marque une nouvelle phase de développement, en plaçant le participant au cœur de son action, avec pour priorités «la qualité de service, la rapidité d'indemnisation, l'écoute active et la construction d'une relation de confiance durable».

Cette orientation se traduit également par le développement progressif d'un réseau de distribution d'agences, et la consolidation de partenariats stratégiques. Pour les années à venir, Takafulia Li Taaminat a inscrit parmi ses priorités le renforcement de la transformation digitale des services Takaful, le développement de produits adaptés aux besoins des particuliers et des entreprises, l'élargissement des partenariats, notamment avec les acteurs de la finance et de la banque islamiques et enfin la contribution active au développement du marché de l'assurance Takaful en Algérie.

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : L'ACAPS appuie les assurances

03/0/2026

L'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) appuie le secteur des assurances dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Elle a réuni, ce 3 février 2026 à Rabat, les acteurs du secteur autour de la thématique « Dispositif LBC/FT dans le secteur des assurances : état des lieux et enjeux d'efficacité ».

Cette rencontre, initiée dans le cadre de la mise en œuvre des actions de sensibilisation de l'ACAPS en matière de LBC/FT, vise à renforcer le dialogue avec le secteur sur les enjeux liés à l'efficacité des dispositifs mis en place. Outre les acteurs nationaux impliqués dans le dispositif de lutte contre ces fléaux et la Fédération Marocaine de l'Assurance (FMA), elle a réuni la Fédération Nationale des Agents et Courtiers d'Assurance au Maroc (FNACAM), ainsi que les entreprises d'assurances et de réassurance. En outre, l'Autorité Nationale du Renseignement Financier (ANRF), la Commission Nationale chargée de l'application des sanctions prévues par les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives au terrorisme et à la prolifération des armes et à leur financement (CNASNU) et l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et commerciale (OMPIC) y ont également participé.

Les échanges ont permis d'examiner les principales évolutions enregistrées au cours des dernières années. Les efforts conjoints déployés par les autorités nationales et les secteurs assujettis ont conduit le Royaume du Maroc à satisfaire aux engagements pris dans le cadre du suivi renforcé du Groupe d'Action Financière, aboutissant à sa sortie de la liste grise en février 2023.

Les intervenants ont également évoqué les perspectives liées à la prochaine évaluation mutuelle du Maroc prévue en 2026 par le Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (GAFIMOAN), conformément au calendrier international. Cette échéance mettra l'accent sur la pérennité des réformes engagées et sur l'efficacité du dispositif national de LBC/FT, y compris au niveau du secteur des assurances.

Maroc : Plus de 50000 personnes évacuées dans le nord en raison de fortes précipitations

04/02/2026

Alors que de fortes précipitations ont touché plusieurs provinces du pays placées en alerte météorologique, plus de 50 000 personnes ont été évacuées depuis vendredi dernier dans le nord du Maroc, la plupart à titre préventif.

Plus de 50 000 personnes ont été évacuées depuis vendredi 30 janvier dernier dans le nord du Maroc, la plupart à titre préventif, alors que de fortes précipitations ont touché plusieurs provinces du pays placées en alerte météorologique, a appris mardi l'AFP auprès du ministère de l'Intérieur. La Direction générale de la météorologie (DGM) a annoncé de fortes pluies parfois accompagnées d'orages, des chutes de neige à partir de 1 500 mètres d'altitude, de violentes rafales de vent ainsi qu'un temps froid, entre lundi et mercredi dans plusieurs provinces du pays.

Ces opérations se sont déroulées principalement dans la province de Larache, située à moins de 100 kilomètres au sud de Tanger, notamment dans la ville de Ksar El Kébir qui a subi de fortes inondations ces derniers jours. Les évacuations sont menées de manière progressive, «en fonction des zones concernées et de l'évolution de la situation sur le terrain», a précisé le ministère. Les personnes concernées ont été en partie relogées chez des proches et celles nécessitant une prise en charge ont été hébergées par les autorités dans des campements provisoires, a ajouté la même source.

Afrique



African Risk Capacity (ARC) writes first parametric flood insurance policy for Madagascar

28/01/2026

African Risk Capacity Limited (ARC Ltd.), the financial affiliate and parametric insurance underwriting entity of the African Risk Capacity (ARC) Group, has now underwritten its first sovereign parametric flood insurance policy for the Republic of Madagascar, expanding protection options available to African nation clients.

The Republic of Madagascar officially signed the parametric flood insurance contract in January 2026, as it looked to secure responsive protection against flood-related loss and damage.

African Risk Capacity (ARC) designed the parametric flood insurance product alongside risk modelling specialist JBA Risk Management.

The product features a parametric trigger based on scientific data and advanced hydrological models, allowing for objective and transparent payouts when the predefined impact trigger thresholds are reached.

As a result, governments taking up the parametric flood insurance can benefit from rapid payout and distribution of funds, with the contracts designed to enable payouts within a timeframe of up to ten days after a confirmed flood event triggers the contract.

"This new flood product reflects the continued evolution of Africa-led climate risk management solutions. It demonstrates our collective determination to move from a reactive approach to one centred on anticipation, using innovative tools tailored to the realities of our continent," explained Dr Jean Chrysostome Ngabitsinze, Director General of the African Risk Capacity Group.

"The floods that affected the capital at the beginning of January, leaving more than a thousand people affected, once again highlight the extent of Madagascar's vulnerability to climate hazards. In this context, parametric insurance represents a strategic lever to strengthen our rapid response capacity, mobilize timely financing, and better protect the most exposed populations," added Dr Ramiarison Herijantovo Aimé, Minister of Economy and Finance of the Republic of Madagascar

ARC has been working on a parametric flood insurance solution for African nations for now more than five years, which demonstrates just how complex the peril is when it comes to constructing robust, defensible parametric triggers.

In recent years, flood risk has become much more frequently transferred using parametric contracts and ARC has been preparing for its official launch through work on pilot programs with the Red Cross.

David Maslo, CEO of ARC Ltd. commented, "Flood risk is one of the most complex hazards to model. After several years of dedicated research and investment, we are pleased to launch this parametric flood insurance solution, built on the most advanced flood risk model and tailored to the specific particularities of African countries. This is only the beginning: we will roll out this solution across our Member States and continue expanding our portfolio to address additional climate risks in line with their evolving needs."



Congo: Political violence premiums spike attributed to fighting in Goma

03/02/2026

Political violence insurance premiums in Democratic Republic of Congo jumped as much as tenfold last year due to unrest in the east, boosting insurers but lifting costs for copper-cobalt miners, insurance executives told Reuters.

Rwandan-backed AFC/M23 rebels overran eastern Congo's Goma town in January 2025, part of an advance that saw the group seize more territory than ever before.

Congo's No. 2 insurer, SFA, gets a quarter of its business from mining and insures about half of the country's operators.

Valery Safarian, adviser to the board of SFA Congo, said political violence premiums «spiked five to ten times after the events» before easing back this year as calm returned and market capacity improved.

The shock doubled SFA's political violence portfolio from around \$3 million to \$6 million in a year, he said.

SFA General Manager Xavier Denys said demand surged «almost overnight» as companies rushed to renew or secure fresh cover.

CONGO HOLDS VAST MINERAL RESERVES

Congo supplies more than 70% of the world's cobalt and holds some of the richest copper, lithium, coltan and gold reserves.

Safarian said mines avoided direct hits from the offensive, with retail and industrial clients suffering most of the damage.

Industrial risks – property damage, pit collapse, machinery breakdown and tailings dam failures – remained the biggest exposures, Denys said.

As rates surged, new reinsurers entered the market, adding capacity and pulling premiums back towards pre-crisis levels in January, he added.

Since Congo liberalised its insurance market in 2018, non-life premiums have risen fivefold, from \$67 million to about \$350 million in 2025, Denys said.

SFA's turnover rose from \$73 million in 2024 to more than \$81 million in 2025.

With local technical capacity deepening, SFA plans to expand into neighbouring markets.

Monde Arabe



Syria: Finance Ministry holds meetings to reform insurance sector

29/01/2026

The Syrian government has met the representatives of the International Finance Corporation (IFC) to review the potential contribution of the IFC-part of the World Bank Group to reforming the Syrian financial sector, including the insurance market.

Syria's Finance Minister Mohammad Yisr Barnieh, who is also the Chairman of the Syrian Insurance Supervisory Commission, held talks with an IFC delegation last month. The talks centred on mechanisms to strengthen public-private partnerships aimed at supporting Syria's financial and economic reform efforts. The meeting was held at the Ministry's headquarters in Damascus,

The discussions emphasised partnership frameworks and governance through organising workshops in Damascus, to bolster cooperation and enable more effective engagement in project financing and support for the private sector in Syria.

The meeting was part of the Finance Ministry's broader direction to develop the financial sector and strengthen its role in supporting economic recovery and stimulating investment, particularly by expanding partnerships with international financial institutions in line with economic reform plans, governance standards and efforts to improve the business environment in Syria.

Separately, Mr Barnieh met members of the Steering Committee of the Syrian Insurance Federation (SIF) to review the progress made in drafting a new constitution for the federation and the restructuring of the federation, as well as preparations for electing a new board of directors in the coming weeks.

He also met a committee of the Syrian Insurance Agents and Brokers Federation (SIABF) for the same purposes.

The SIF and the SIABF were dissolved in 2025 in their previous forms as part of a comprehensive national strategy to reform the insurance sector and improve its role in serving the Syrian economy. ☒

At that time, Mr Barnieh said, «We want to partner with all stakeholders in upgrading the insurance sector, establishing international standards and best practices, fighting corruption and strengthening governance, which would contribute to a significant leap in the size of the Syrian insurance market.»



UAE: Salama: issuance of mandatory convertible sukuk

03/02/2026

Islamic Arab Insurance Company (SALAMA) announced that its shareholders have approved, at the General Assembly Meeting held on 30th January 2026, the participation of strategic investors in the Company's Mandatory Convertible Sukuk (MCS) issuance.

The approval represents a key milestone in SALAMA's ongoing recapitalisation and multi-year strategy to transform and grow the business into a national champion.

The resolution follows the shareholders' circular issued on 19th September 2025 and the General Assembly Meeting held on 16th October 2025, which approved the broader capital restructuring framework underpinning SALAMA's turnaround and long-term growth plan.

The approved strategic participants are: Eshraq Investments PJSC, a public joint stock company incorporated in the Emirate of Abu Dhabi and listed on the Abu Dhabi Securities Exchange; and Humana Holding Limited, a private investment holding company incorporated under the laws of the Abu Dhabi Global Market.

The participation of these investors reflects a shared long-term commitment to supporting SALAMA's ambition to establish a strong, well-capitalised, and nationally anchored insurance platform headquartered in Dubai, with a focus on sustainable growth, delivering customer and operational excellence, and strategic expansion.

Essa Ali Bin Salem Alzaabi, Chairman of SALAMA's Board, commented, "The participation of Eshraq Investments PJSC and Humana Holding Limited in SALAMA's Mandatory Convertible Sukuk represents a significant vote of confidence in our strategy and future direction. These are long-term strategic investors who share our vision of building a resilient and competitive insurance group, rooted in Dubai and serving the wider region. Their support strengthens our capital base and enables continued investment in talent, infrastructure, governance, and

market presence to deliver sustainable value for all stakeholders."

Mohamed Ali Bouabane, Group Chief Executive Officer of SALAMA, added, "The Mandatory Convertible Sukuk is a cornerstone of SALAMA's recapitalisation and strategic reset. The participation of high-quality, long-term investors underscores the credibility of our transformation agenda and our ability to attract patient capital aligned with our vision. With a strengthened balance sheet

- 44% - high costs
- 38% - complexities the UAE's supply chain
- 34% - availability of financing options

Top three risks UAE businesses face if they don't meet their climate transition targets:

- Reduced market competitiveness (44%)
- Loss of investor confidence or financing challenges (42%)
- Operational disruptions or higher costs (41%)

ASIA
INSURANCE REVIEW

UAE: 9 in 10 businesses to accelerate climate transition over next 3 years

14/01/2026

Almost all (94%) of UAE businesses believe the climate transition offers a commercial opportunity for their company, saying it's a growing focus (58%) or a key strategic area (36%), according to the report, «HSBC Sustainability Pulse Survey 2025», released by the global financial services group.

Other key findings listed in the HSBC report are:

- 90% of UAE businesses are planning on accelerating their approach to the climate transition over the next three years
- 55% of UAE businesses plan on investing in climate-resilient infrastructure and technology to mitigate climate-related risks

Commitments and priorities

- 29% of UAE businesses plan on allocating more than 10% of CAPEX to the climate transition over the next three years (on par with the average)
- 89% of UAE businesses view the climate transition's impact on their brand and reputation as highly important (+17 pt vs. global average).

Competitive positioning and value creation

Top three expected benefits from climate transition investments over the next three years:

- 53% Increased access to capital/financing
- 51% Long-term business resilience
- 51% Competitive advantage

Implementation challenges and barriers

Top three challenges UAE businesses face in initiating/accelerating their climate transition:

Internationale

beinsure.

Marine war risk insurance market shifts as global tensions spike and reinsurers tighten

03/02/2026

Willis Re says the marine war risks market, once a sleepy corner of reinsurance, now looks nothing like the world Lloyd's underwriters imagined when they first split "risks of the seas" from "risks of men" back in the late 19th century..

Treaties softened naval aggression, pirates backed off, and reinsurers treated the class like a tidy specialty. Then the quiet cracked.

Now the firm argues the stability of the last century has evaporated. Maritime hostility is climbing fast, sometimes openly and sometimes in the shadows.

Iranian and Israeli forces trading hits in the Strait of Hormuz. Chinese authorities muscling trade routes in the South China Sea. Houthi militants tossing missiles, drones, explosive boats into Red Sea shipping since late 2023.

Willis Re calls much of this a "gray zone" environment. Not full blown war, not peace, just aggressive pressure designed to score political or economic wins.

According to our analysts, that gray zone is exactly where insurers struggle, because responsibility stays blurry and escalation patterns jump around without warning. Brokers call it the part of the market that makes everyone's stomach drop.

And it's not just physical attacks. Cyber interference is hitting the maritime sector every day. Spoofed GPS and AIS data, ship positions faked, navigational chaos created on purpose.

Willis Re says some operations now aim at disrupting automated underwriting tools that rely on vessel

tracking feeds.

Reinsurers responded by tightening terms. First came the RUB exclusions tied to Russia, Ukraine, and Belarus.

After that, pressure mounted to carve war risks out of charterers' P&I cover, shifting them into separate, sub limited solutions that sometimes cost more than the original protection.

That change alone tells you how quickly reinsurers want distance between themselves and the new reality.

Then dozens of cruise liners sat immobilised off the U.S. coast, stacked with more than 90,000 crew. When Russia invaded Ukraine, vessels got trapped in Mariupol and Odesa.

Marine lines dodged a huge loss there, but aviation markets didn't. Aircraft seizures smashed their balance sheets, and that shock echoed across reinsurance programs everywhere.

Willis Re pointed to drone strikes in Tuapse, where multiple tankers took damage in one go. Some belonged to the shadow fleet dodging sanctions, but even those vessels often carry indirect global reinsurance exposure. A single incident suddenly becomes everybody's problem.

Another headache: war risk premium pools are thinning out. When vessels reroute away from the Red Sea or other hotspots, fewer premiums collect along those original corridors.

On the cyber side, reinsurers now exclude conflict related operations outright. Willis Re points to LMA5630, the Lloyd's clause that strips cover for warfare tied cyberattacks. Most treaties follow that blueprint now, tightening the cyber war carve out with little debate.

Insurance BUSINESS

Facultative reinsurance swings to buyer's market – Gallagher Re

03/02/2026

The global facultative reinsurance market has shifted to buyer-friendly conditions at the January 2026 renewals, with rate reductions recorded across most lines and regions as capital availability and expanding carrier appetite reshaped negotiations.

According to a market report from Gallagher Re, the shift was driven by improved technical results and continued capacity inflows, with stronger risks securing larger decreases.

The findings align with a separate assessment from Moody's, which described the current rate environment

as the steepest price decline in over a decade.

The ratings agency attributed the softening to a record supply of reinsurance capital, driven by three years of earnings growth and record catastrophe bond issuance.

Moody's noted that the magnitude of the decline echoes the 2013-2014 softening cycle. Reinsurance capacity is projected at approximately US\$540 billion in traditional capital and US\$120 billion in ILS capital.

Treaty segments

The facultative softening mirrors broader trends in treaty reinsurance. According to Howden Re, risk-adjusted pricing for property catastrophe treaty business declined by 14.7% at January 2026 – the largest year-on-year reduction since 2014 – while retrocession pricing fell by 16.5%. Global direct and facultative reinsurance recorded average risk-adjusted reductions of 15% to 20%.

Property markets recorded the largest rate declines globally. In the US and Canada, average rates fell by 25% to 30%, with loss-affected accounts also seeing double-digit reductions. The report noted that new MGAs and consortiums have added to competitive pressure.

Latin America and the Caribbean saw reductions of 10% to 20%, while Chile and Argentina recorded steeper cuts of 30% to 40% on loss-free risks. Australia and New Zealand declined by 15% to 20%, with some high-hazard sectors experiencing reductions of up to 30%.

Casualty and energy

North American casualty conditions were mixed. Auto liability remained under pressure with rate increases of 10% to 25% due to nuclear verdict activity, while umbrella and excess markets continued double-digit increases for the seventh consecutive year. In the UK and international markets, facultative rates are expected to decline by 5% to 20%.

Energy markets continued softening despite downstream losses totaling approximately US\$4.5 billion in 2025, which exceeded market premium income. US rates declined by 5% to 10%, while the Middle East and Asia saw reductions of 35% to 40%.

Market participants expect current conditions to persist through 2026, subject to loss activity and capital costs. David Flandro, head of industry analysis at Howden Re, said this is «not a return to the underwriting practices of the last soft market,» noting that attachments remain elevated and terms tighter than in previous cycles.